

CLA COUPOLE

Lettre d'information de la Filière francophone de la Faculté
d'Économie et de Sciences Politiques de l'Université du Caire

Juin 12
N°88

L'actu du mois

Deux nouvelles doctores en science politique !



Soha Bayoumi, promotion 2004 SC PO, a soutenu sa thèse de doctorat le 26 mars 2012 à Sciences Po Paris et a obtenu la mention Très honorable. Sa thèse préparée sous la direction de Marc Sadoun portait sur "Entre libéralisme et social-démocratie :

une analyse critique des théories contemporaines de la justice". Elle est actuellement Lecturer à la Faculty of Arts and Sciences et à l'Extension School à l'Université de Harvard où elle enseigne la théorie politique, la philosophie morale et l'histoire des idées politiques.



Chaymaa Hassabo, promotion 2001 SC PO, a soutenu sa thèse de doctorat le 10 mai dernier à l'IEP de Grenoble. Son sujet de thèse très en rapport avec l'actualité portait sur « La stabilité du régime Moubarak à l'épreuve d'une « situation de

succession » prolongée : les limites de la consolidation autoritaire. *Un état des lieux politiques de la période 2002-2012*». Elle a obtenu la mention très honorable, avec les félicitations du jury. Chaymaa Hassabo a assuré les conférences de méthode de science politique de 1^{ère} année en 2011-2012.

Edito

La fin du semestre a été riche en activités. Elle est marquée essentiellement par la journée du Pôle universitaire francophone qui s'est terminée par le Festival des Talents le 15 mai 2012 et par le premier atelier de recherche conjoint en économie avec l'Université Paris 1 qui s'est déroulé les 27 et 28 mai derniers (lire page 2).

Nous innovons dans ce numéro en donnant la parole aux étudiants sur des sujets qui leur tiennent à cœur. Sherif El Ashmawy inaugure cette nouvelle rubrique dans laquelle il apporte son point de vue sur la situation politique égyptienne (lire page 7).

Dans son interview, Ragui Assaad, professeur de politique publique et chercheur associé à l'Economic Research Forum (ERF) nous explique le rôle que joue ERF au soutien à la recherche dans la région (lire page 3).

Ne manquez pas l'analyse critique de la politique de change actuelle en Egypte de Hoda Selim et Chahir Zaki (lire page 6).

Pour bien clôturer le semestre Chaymaa Hassabo et Soha Bayoumi ont brillamment soutenu leur thèse de doctorat en science politique. Toutes nos félicitations à ces jeunes doctores.

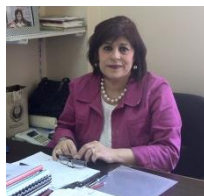
Sally Zohney, diplômée en 2006, nous offre le portrait passionnant d'une femme engagée pour la cause féminine et témoin de l'attaque récente des femmes manifestant contre le harcèlement sexuel (lire pages 4 et 5).

La révolution continue !

Mona Amer et Ola El Khawaga

Info flash

Perihan Mansour quitte la Filière pour de nouveaux horizons. C'est l'occasion de la remercier pour la qualité et le sérieux de son travail mais aussi pour son enthousiasme communicatif. L'équipe de la Filière lui souhaite une très bonne continuation.



Ola El Khawaga, superviseur académique de la Filière depuis avril 2011, quitte ses fonctions fin juin 2012. C'est à cette occasion qu'elle remercie toute l'équipe de la Filière, les enseignants et les étudiants et souhaite beaucoup de réussite à la FESP.

Sommaire

Page 2	Page 3	Pages 4 et 5	Page 6	Page 7	Page 8
LA FILIERE	L'INTERVIEW	DIPLÔMÉS	ACTU MEDIA	ÉTUDIANTS	CULTURE
La vie de la Filière	Ragui Assaad	Portrait Sally Zohney	Point de vue H. Selim et C. Zaki	Vous avez la parole S. El Ashmazwy	Info Rendez-vous

La vie de la Filière

Dans sa vie, il s'est passé bien des choses. Une nouvelle étape a été franchie dans la coopération entre la FESP et l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Après la coopération pédagogique, le tour à la coopération scientifique. Et, pour la seconde année consécutive, la FESP redécouvre les merveilleux talents de ses étudiants dans le Festival des Talents.

Les 27 et 28 mai 2012, la FESP a co-organisé avec l'Université Paris 1 son premier **atelier de recherche conjoint en économie sur « les questions économiques d'actualité »**. Celui-ci a rassemblé 7 chercheurs de l'université Paris 1 et 13 chercheurs de l'Université du Caire ou de centres de recherche égyptiens et a porté sur les thématiques principales suivantes : économie internationale, économie du travail, finance, politique monétaire, organisation industrielle, économie comportementale, gouvernance d'entreprise, pauvreté, bien-être. Il est important de noter que 7 diplômés de la filière ont participé à cet événement.



Michaël Assous, Mona Essam, Alaa El Shazly, Gunther Capelle-Blancard et Hoda Selim.

L'objectif de cette rencontre scientifique est de tisser des liens scientifiques entre les deux universités partenaires et d'identifier des intérêts communs de recherche pour constituer progressivement un réseau de recherche et des publications conjointes. Cette première rencontre a permis de révéler des intérêts communs en économie du travail et en économie internationale et notamment sur les liens entre les réformes et politiques commerciales et l'emploi.

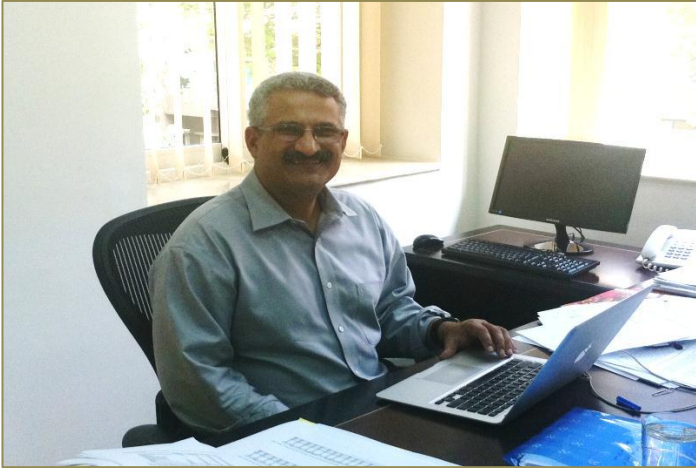
Le programme ainsi que l'ensemble des papiers qui ont été présentés lors de cet atelier de recherche sont disponibles sur le site de la FESP à l'adresse suivante : <http://fesp-eg.org/activites-academiques-et-scientifiques/conferences/>



Le 15 mai 2012 s'est déroulée la **deuxième journée du Pôle universitaire francophone (PUF)** regroupant l'ensemble des filières francophones et l'Université française d'Egypte. Cette journée a donné lieu pour la première fois à un colloque sur l'enseignement supérieur français en Egypte à l'IFE. L'occasion d'une réflexion sur le lien entre formation et marché du travail dans les domaines développés par le PUF (ingénierie, économie, management, droit, culture, patrimoine). La journée s'est poursuivie à la résidence de l'ambassade de France où les lauréats des bourses Eiffel ont été honorés. Cherif Raafat, diplômé 2001 SC PO, et qui représentait la FESP a retracé son parcours professionnel. Actuellement 2^{ème} secrétaire au Ministère des Affaires étrangères il rejoindra l'Ambassade d'Egypte en France au cours de l'année prochaine. La soirée s'est terminée en beauté par le Festival des Talents qui a permis de révéler des talents insoupçonnés chez les Fepsiens (mime, chant, musique)!

A la poursuite de la recherche

Professeur de politique publique et chercheur associé à ERF, Ragui Assaad nous parle de la contribution du forum au développement de la recherche.



Pouvez-vous nous donner un aperçu de votre parcours?

J'ai étudié la physique, puis le génie mécanique, puis l'urbanisme et, finalement, l'économie. Je suis depuis 22 ans professeur de politique publique à l'Université de Minnesota. Mais entre temps, j'ai été directeur régional du « Population Council » et je suis pour la plupart du temps présent en tant que chercheur associé à l'Economic Research Forum (ERF) auquel je suis associé depuis sa création en 1993.

Pouvez-vous nous parler davantage de ce Forum?

ERF est essentiellement un réseau d'économistes provenant de pays arabes, de l'Iran et de la Turquie. Le réseau comporte des personnes qui vivent dans la diaspora et qui sont originaires de cette région, mais aussi de personnes qui résident et travaillent en Egypte. L'objectif principal de ce Forum est de promouvoir le travail de la recherche économique, d'en améliorer la qualité, en vue de contribuer d'une manière ou d'une autre à la politique publique. Ce n'est donc pas censé être un « think tank », mais plutôt un organisme destiné à financer la recherche, à définir des sujets de recherche tels que l'intégration régionale, le marché du travail, l'inégalité, les ressources humaines, qui sont des sujets pertinents pour la région en ce moment. Cet organisme joue donc un rôle essentiel dans la promotion de la recherche par le financement, le support technique, le renforcement des capacités des jeunes chercheurs, et aussi dans la mise à disposition de ces recherches à tous les chercheurs.

Quelles sont les contributions du forum à la recherche économique depuis la révolution?

Le Forum a participé au dialogue national qui a eu lieu juste après la révolution. Ahmed Galal, directeur d'ERF, a organisé l'aspect économique du dialogue, les aspects économiques de la constitution ainsi que les droits économiques. En ce qui concerne la recherche économique, le Forum a contribué à deux activités importantes : le programme de recherches appelé « La transformation économique et politique dans la région » qui traite la politique économique de la transformation du printemps arabe,

la politique économique de la transformation du printemps arabe, et un projet que je dirige moi-même et qui vise à réaliser une enquête sur le marché du travail en 2012.

Comment voyez-vous le rôle de la Filière ?

Je suis bien conscient de l'importance du rôle qu'a joué la Filière dans la formation de jeunes économistes qualifiés en Egypte notamment par les bourses que reçoivent ses jeunes diplômés pour accomplir des masters ou doctorats en France. Nous comptons ici au Forum trois anciens diplômés de la FESP, ce qui représente plus de la moitié de nos chercheurs. Nous travaillons aussi avec des chercheurs associés, et qui sont aussi des anciens diplômés. Je suis très fier des formations de la Filière et j'espère bien qu'elle continuera à former des jeunes économistes aussi qualifiés que ceux qui travaillent actuellement avec nous.

Quels sont les projets futurs d'ERF?

En observant la situation égyptienne actuelle, nous trouvons que de nombreux économistes donnent leurs avis et conseils au gouvernement mais sans avoir une base de recherche. Il n'existe pas vraiment dans la région d'institutions qui peuvent financer et encourager la recherche, mais plutôt des organisations qui demandent aux chercheurs de travailler sur certains thèmes spécifiques liés à leurs domaines, ce qui fait que ces travaux sont plus « des consultations », et non pas des travaux de recherche disponibles au public. Notre objectif essentiel pour le futur, est de contribuer aux recherches, qui constitueront « la base » de ces conseils.

“ Je suis très fier des formations de la Filière et j'espère qu'elle continuera à former des jeunes économistes aussi qualifiés que ceux qui travaillent actuellement avec nous. ”

Pouvez-vous nous parler de la situation économique actuelle en Egypte ?

En observant la situation économique actuelle en Egypte, nous ne pouvons pas dire que la crise existante est de nature économique, mais plutôt de nature politique. Il faut donc d'abord rectifier la situation politique qui, éventuellement, redressera l'économie du pays. Si nous parlons du long terme, il faut préciser que le redressement de l'économie n'est pas seulement lié à la croissance car, pendant le régime de Moubarak, l'Egypte a réussi à atteindre un niveau assez élevé de croissance, mais il est lié au fait d'intégrer tout le peuple à contribuer à cette croissance. C'est-à-dire à travers un mode de croissance intensif en emploi et non pas seulement dépendant des rentes pétrolières ou des investissements arabes dans l'immobilier. Il est aussi primordial de mentionner que la politique économique ne doit pas être dominée par un groupe de personnes qui cherchent à s'enrichir. Si nous réussissons à travailler sur ces facteurs, nous pourrions facilement sortir de cette crise.

Portrait

Les droits des femmes en priorité

Diplômée de la FESP en 2006, Sally Zohney nous donne un aperçu de son parcours professionnel très engagé pour la cause féministe, et de ses nombreuses activités liées à sa carrière.



Quel a été ton parcours depuis l'obtention de ton diplôme en 2006 ?

J'ai obtenu mon diplôme en sciences politiques en 2006, à la suite duquel j'ai effectué un master à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth. Puis, j'ai accompli un stage à United Nations Fund for Women (UNIFEM), qui a été pour moi, ma première réelle découverte de ce qu'on appelle « droit des femmes ». A la suite de ce stage, j'ai travaillé sur un projet de développement sur la santé. J'ai ensuite rejoint une ONG qui traitait principalement des droits des femmes, ainsi que de l'éducation des jeunes. A la suite de la révolution du 25 janvier 2011, j'ai repris mes fonctions à UNIFEM. Je dois avouer que tout au long de ma carrière professionnelle, je suis devenue de plus en plus passionnée par mon travail au point de devenir « féministe » au vrai sens du terme.

“ Je dois avouer que tout au long de ma carrière professionnelle, je suis devenue de plus en plus passionnée par mon travail au point de devenir « féministe » au vrai sens du terme.

”

Est-ce que cette carrière de « féministe » a vraiment été ton choix ?

En fait, après avoir obtenu mon master, je me voyais plus « rédactrice » auprès de la chaîne BBC par exemple, mais je n'ai pas vraiment choisi ma carrière actuelle. Ce que je désirais vraiment, c'était de trouver un poste qui ne soit pas « bureautique », et au sein duquel je pourrais avoir des communications multiples à l'extérieur, ce que j'ai pu développer à travers mon poste actuel. Cette multiplicité voulait dire, de communiquer avec des gens de différentes tranches de la société, différents endroits, âges et cadres. Mon séjour au Liban m'a bien préparée pour un tel poste. C'est là-bas que j'ai rencontré des gens dans des contextes très différents de ceux de l'Égypte, des jeunes qui parlaient de bombes, d'explosion, de missiles, de martyrs, etc.. Je ne sais pas exactement comment je suis arrivée dans ce domaine, mais j'ai été consciente qu'à plusieurs reprises je désirais faire quelque chose, et on m'arrêtait sous prétexte que j'étais une fille et que je ne pouvais pas ou que je n'avais pas le droit de le faire. C'est peut-être pour cette raison que j'ai insisté sur le fait de poursuivre mes droits et les droits perdus de la plupart des femmes en Égypte. Après la révolution du 25 janvier, tout a changé et je suis devenue féministe à plein temps.

Peux-tu nous parler davantage de ton métier ?

Mon titre à UNIFEM est « Youth Initiative Associate ». J'ai créé ce poste car je voulais travailler avec des jeunes qui ne sont pas inscrits dans les programmes du gouvernement. Par exemple, il existe des groupes de jeunes qui souhaitent travailler sur l'analphabétisme en Égypte, mon rôle avec eux, est de leur offrir une formation, ou le matériel nécessaire à cette formation, mais sans les financer. J'essaie aussi de les exposer au public et de leur donner l'opportunité de montrer leurs vraies contributions. Mais bien sûr, je fais face à plusieurs complications quand il s'agit de les convaincre et de gagner leur confiance. Ils ont toujours peur que quelqu'un leur vole leurs idées. Donc l'essentiel pour moi, est qu'ils me fassent confiance, et de les mettre en relation avec des organisations liées à ce qu'ils veulent vraiment faire.

Les droits des femmes en priorité (suite...)

Comment la Filière a-t-elle contribué à ta carrière professionnelle ?

Je dois avouer que depuis l'obtention de mon diplôme, et avec chaque année qui passe, je découvre une dimension différente de la contribution de la Filière à tout ce que je suis maintenant. Au début, je pensais qu'à la Filière nous avons eu un bon enseignement et une bonne compréhension de la vie politique en Egypte et dans le reste du monde ainsi que des relations internationales multiples. Mais là, je me rends compte, que ce n'était pas seulement ça, c'était essentiellement la création de nos personnalités et de nos propres opinions et recherches qui nous distinguent des autres. De plus, c'est à travers les divers activités de la Filière que nous avons appris à nous présenter, à présenter des idées et le plus important, à s'intégrer parmi les différentes cultures. Par exemple, des employés aux Nations Unies, peuvent avoir du mal à initier une conversation avec des gens dans la rue, contrairement à ce que nous avons appris à faire. Je dois aussi préciser que l'apprentissage en langue française m'a beaucoup servi, surtout que depuis la révolution, les relations Egypte Tunisie sont devenues de plus en plus fortes, et , la communication est parfois faite en français.

Qu'est-ce que tu aimes faire en dehors des responsabilités du travail ?

J'aime travailler sur des projets liés au théâtre et à la réalisation documentaire. C'est à travers le théâtre que j'ai pu commencer à aborder des sujets qui ont toujours été « inabordables » tels que la violence contre les femmes. J'ai aussi participé à un documentaire à UNWOMEN, d'une jeune réalisatrice de 24 ans. Ce documentaire traite du rapport au mariage de quatre femmes de milieux et contextes différents. Je travaille aussi sur un autre documentaire, traitant l'expérience de femmes de différentes régions d'Egypte, qui se sont présentées aux élections parlementaires. Mon travail dans ce documentaire consiste principalement à spécifier les questions et les sujets à aborder, de façon à ce qu'ils soient toujours liés aux droits des femmes. De plus, je suis engagée dans un autre projet qui vise à aider des femmes de Haute Egypte d'obtenir leur carte d'identité, car environ 4 millions d'entre elles n'en ont pas. Ce projet leur a permis de prendre conscience qu'elles peuvent avoir accès grâce à cette pièce d'identité à de nombreux besoins quotidiens et sanitaires, sans avoir à attendre l'aide de leurs maris.

Entretien réalisé par P.M.

Brève



« Non au harcèlement ! » - Photo Sally Zohney, place Tahrir, le 8 juin 2012

Le 8 juin 2012, Sally Zohney a participé à l'organisation d'une **manifestation place Tahrir contre le harcèlement sexuel** des femmes en Egypte. Cependant les manifestants ont été l'objet d'une attaque violente et préméditée et d'agressions sexuelles. Sally nous raconte son témoignage poignant dans un article qu'elle vient de publier sur son blog, le 12 juin 2012. Elle y explique comment cela s'est passé, et souligne que « le harcèlement est un crime contre l'être humain, qu'il ne faut pas avoir peur d'en parler et que nos voix doivent arriver à tout prix aux médias ».



« La fille égyptienne l'a crié haut et fort : le harcèlement est incivil ». Photo Sally Zohney, place Tahrir, le 8 juin 2012

Vous pouvez visiter le lien suivant pour de plus amples informations :
<http://m.mujaz.me/blogs/1254/fb>

La gestion du taux de change en Egypte : y a-t-il encore une marge de manœuvre ?

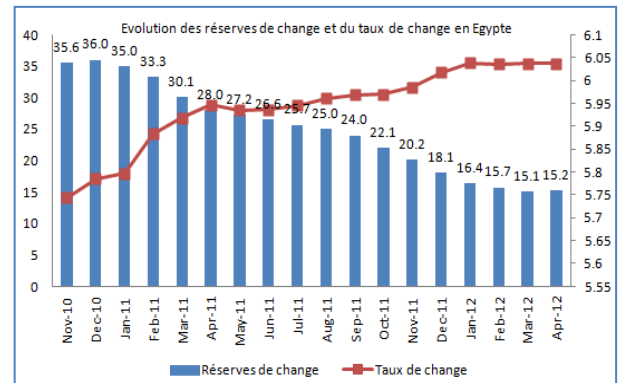
Point de vue



Hoda Selim, économiste à l'Economic Research Forum et **Chahir Zaki**, Maître de Conférences à la Faculté d'Economie et de Sciences Politiques, nous offrent un éclairage sur le problème de l'épuisement des réserves de change auquel fait face l'économie égyptienne actuellement et les efforts à déployer pour le résoudre.

Un épuisement des réserves de change : de quel problème parle-t-on ?

Au lendemain de la révolution du 25 Janvier 2011, l'économie égyptienne a connu de nombreuses difficultés dont une chute du taux de croissance du PIB (de 5,5% en 2010 à 1,8% en 2011) et une augmentation du taux de chômage qui a atteint 12,4% en mars 2012. De plus, à cause de l'instabilité politique qui a créé un climat d'incertitude, les revenus du tourisme ont également baissé et les capitaux étrangers ont connu une fuite sans égale à tel point que le compte de capital est devenu déficitaire pour la première fois depuis 2004. En effet, après avoir enregistré une entrée nette de 7,8 milliards de dollars, les investissements de portefeuille ont connu une sortie nette équivalente à 2,5 milliards de dollars. De plus, les investissements directs étrangers ont baissé de 6,7 milliards de dollars en 2010 à 2 milliards de dollars en 2011 (3,1% contre 0,9% du PIB). Finalement, l'indice boursier EGX30 ayant perdu un tiers de sa valeur, la capitalisation boursière est passée de 35% du PIB en décembre 2010 à 21,6% du PIB en janvier 2012. Ainsi, tous ces facteurs combinés ont réduit la demande adressée à la livre égyptienne (LE) qui devrait subir une forte dépréciation. Toutefois, la valeur de la monnaie n'a baissé que d'environ 4% en passant de 5,79LE le dollar en décembre 2010 à 6,03LE en avril 2012. Pour faire face à ces pressions, la Banque Centrale d'Egypte (BCE) a dû déployer certaines mesures telles que d'imposer des restrictions sur les transferts bancaires à l'étranger. Mais en réalité, la BCE a réussi à éviter une forte dépréciation de la valeur de la monnaie au détriment d'un épuisement des réserves de change qui sont passées de 36 milliards de dollars en décembre 2010 à 15 milliards en avril 2012. Cependant, il est clair qu'une telle politique « défensive » n'est plus tenable en raison de la baisse continue des recettes de devises et du climat d'incertitude qui ne fait qu'aggraver la situation.



“ Dans la mesure où les prix (les taux de change) sont demeurés relativement stables cela signifie que ce sont les quantités (les réserves de change) qui ont assuré l'ajustement sur le marché.

”

Quelles alternatives pour le court terme et le long terme ?

La théorie économique nous a appris que l'ajustement d'un marché quelconque a lieu soit par les prix soit par les quantités. Si l'on maintient constante l'une des deux variables, il faut laisser l'autre s'ajuster. Dans la mesure où les prix (les taux de change) sont demeurés relativement stables cela signifie que ce sont les quantités (les réserves de change) qui ont assuré l'ajustement sur le marché. Ainsi, dans le contexte égyptien actuel, il s'avère plus judicieux de considérer des solutions qui donnent plus de marge de fluctuations à la LE pour pouvoir sauvegarder ce qui reste des réserves de change. *A court terme*, nous proposons deux solutions qui pourraient réduire les pressions sur les réserves de change tout en permettant une dévaluation *graduelle* du taux de change. *Premièrement*, la BCE pourrait simplement tolérer une plus large marge de fluctuations de la LE. *Deuxièmement*, « une parité à crémaillère » ou en anglais *crawling peg* permettrait de mener des révisions successives de faible amplitude et annoncées à l'avance des parités de change. Il faut signaler que si une dépréciation de la LE peut être bénéfique aux exportations et au tourisme, elle peut aussi avoir des effets pervers comme une inflation plus importante du fait de l'augmentation de la facture des importations qui seraient désormais plus chères ou une dollarisation des dépôts bancaires. Néanmoins, certaines études ont montré qu'en Egypte l'inflation ne réagit pas significativement à la dépréciation, d'autant plus qu'au lendemain du flottement de la LE en 2003 l'Egypte a connu une très faible dollarisation des dépôts. Il va sans dire qu'un environnement politiquement stable susceptible de réduire l'incertitude est nécessaire pour stimuler le tourisme et le retour des investisseurs étrangers afin d'augmenter les recettes de devises et par conséquent les réserves de change. *A long terme*, il faudrait développer les sources de devises étrangères en Egypte, mettre en place une politique industrielle créant un secteur manufacturier solide capable d'exporter des produits compétitifs et rendre la BCE plus indépendante pour qu'elle puisse mieux contrôler l'inflation et réduire le ciblage du taux de change.

Vous avez la parole !



Sherif El Ashmawy, 4^e SC PO

Sherif El Ashmawy, étudiant en quatrième année, SC PO écrit le premier article dans notre nouvelle rubrique, dans lequel il analyse les effets du changement politique sur le socio-économique d'un pays.

J'étais dans l'illusion que le parcours post révolutionnaire en Tunisie était quasi idéal, jusqu'à ce qu'un sociologue tunisien m'ait présenté une autre thèse. D'après lui, bien que la Tunisie présente aujourd'hui un bon modèle de transition démocratique au niveau des libertés politiques, les droits et les préoccupations socio-économiques des citoyens demeurent en grande partie ignorés. Cette analyse m'a conduit à reconsidérer le changement politique en tenant compte cette fois-ci de ses limites, particulièrement dans le contexte égyptien.

La théorie politique d'Aristote et des théoriciens contractualistes nous apprend que toute action, y compris l'action politique, tend vers l'achèvement du bonheur et que les structures politiques ont émergé pour répondre aux besoins socio-économiques des individus. Si nous adoptons cette conception théorique des choses, nous trouverons que le socio-économique est l'essentiel. Ainsi, trop focaliser sur l'évolution des structures et des dynamiques politiques sans étudier comment cela reflète ou produit une évolution sur le plan socio-économique de la vie quotidienne des citoyens est une grave erreur.

L'Égypte de nos jours présente un bel exemple de cette thèse. Dire qu'un système démocratique a émergé en Égypte serait une déclaration assez contestable. Cependant, la politique égyptienne a subi de forts changements depuis le début de la révolution en 2011. Des changements surtout au niveau des acteurs et de l'élite politique, mais aussi au niveau des dynamiques et des interactions entre ces acteurs au sein d'un système difficilement catégorisable jusqu'à présent. Ces changements, malgré toutes les imperfections du système faciles à discerner, ont produit des élections législatives relativement libres dans un climat de compétition politique inédit en Égypte depuis l'établissement de la République.

“

Il s'agit de renforcer l'*empowerment* de la société, non pas le gouvernement !

”

De tels changements dans le système politique égyptien étaient perçus par les observateurs de la politique égyptienne, avant le 25 janvier 2011, comme suffisantes pour produire des effets gigantesques sur l'économie et la société. Des effets résultant en une émergence potentielle d'une puissance égyptienne sur les plans divers. Une telle thèse semble aujourd'hui invalide étant donné que ces changements ne semblent pas avoir satisfait un large segment de la société égyptienne, ni ne semblent produire des effets socio-économiques (longuement attendus et demandés, notamment durant la révolution). Les choses semblent donc compliquées.

Seize mois après le début de la révolution, il me semble que nous avons perdu trop de temps et d'énergie dans la réforme du système politique (une réforme toujours incomplète malgré les changements), ignorant les demandes sociétales des plus défavorisés. Éviter la reproduction d'une dictature et d'un régime corrompu ne réside pas, à mon avis, dans l'enjolivement du gouvernement et du pouvoir politique, mais plutôt dans l'édification d'une société forte et cohérente ayant des moyens d'action, capable de contrebalancer tout pouvoir politique et de confronter tout abus du pouvoir, une société où tous les individus sont égaux et possèdent une égalité des chances et d'opportunités. Une société qui impose et édicte ses ambitions et valeurs à ses gouvernants, et non pas le contraire. Il s'agit de renforcer l'*empowerment* de la société, non pas le gouvernement !

Cette conception de la relation Etat-société provient d'une vision plus ou moins négative des instruments 'démocratiques' dans une société faible et incohérente où les assemblées élues ne sont pas représentatives au sens strict du terme, compte tenu des questions du financement des campagnes électorales, du discours et de la rhétorique souvent flous et populistes des cadres politiques, du rôle des institutions médiatiques et les orientations de ces dernières, mais aussi de la diversité même des choix disponibles. Ces facteurs ont un effet amplifié dans les sociétés faibles vis-à-vis de leur pouvoir politique.

Pensons société !

Rendez-vous

A ne pas manquer...

Expo

Hassan Fathy : une ambition égyptienne, lundi 18 juin 2012 à l'Institut français d'Égypte à Alexandrie.

Une exposition exceptionnelle présentant une sélection de dessins d'architecture et de gouaches, de photographies historiques et contemporaines ainsi que quatre maquettes de Hassan Fathy, qui est une grande figure de l'architecture du XXe siècle.

Et du côté des livres...

After the spring, Economic transitions in the Arab world, dossier dirigé par Magdi Amin, Ragui Assaad, Nazar El Baharna et al, Ed Oxford University Press. Disponible au CDF.



« Les auteurs de ce livre discutent les fondements communs aux nouvelles économies des pays du printemps Arabe, qui seront axés sur quatre défis principaux : les jeunes ne doivent plus subir les charges disproportionnées du chômage, de même, malgré que quelques politiques gouvernementales aient amélioré les modes de vie de quelques citoyens Arabes au passé, elles ont tout de même enrichi une petite élite et sont devenues inabordable. Troisième défi, les économies Arabes ont besoin d'un secteur privé actif et indépendant pour pouvoir rivaliser pendant le 21^e siècle. Finalement, l'isolement relatif des économies Arabes doit prendre fin. »

Gouvernance locale dans le monde arabe et en Méditerranée : Quel rôle pour les femmes ?, sous la direction de Sylvette Denèfle et Safaa Monquid, Ed. Cedej 2011 Disponible au CDF.

« Ce numéro d'Égypte/Monde arabe tente de faire le point sur la situation actuelle de la femme dans divers pays du monde méditerranéen. Les textes [...] abordent des questions telles que la place et le rôle des femmes dans les villes arabes et méditerranéennes, les villes sont-elles porteuses de bouleversements qui modifient les pratiques traditionnelles, les villes sont-elles des lieux d'émancipation, de mixité et d'égalité pour les femmes. L'analyse comparative des contextes différents et la diversité des cas traités apportent un regard neuf et un éclairage enrichissants sur les évolutions sociales et politiques récentes. »



Info

Parution

Ciblage d'inflation en Égypte ?

Diplômée de la FESP en 2001, **Hoda Youssef** vient de publier aux éditions universitaires européennes sa thèse soutenue à Sciences Po.



Son ouvrage s'intéresse aux défis majeurs qui s'opposent à l'adoption d'une politique de ciblage d'inflation de la Banque centrale égyptienne (BCE). La BCE s'engage depuis 2005 à explicitement atteindre un

objectif d'inflation dans un délai donné. L'auteure souligne que ces défis proviennent essentiellement du fait de l'existence d'une dominance budgétaire, d'une indépendance discutable de la BCE et de la faiblesse des mécanismes d'élaboration, d'exécution et de contrôle de la politique budgétaire en Égypte. Hoda Youssef va bientôt occuper le poste d'analyste économique à la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement (EBRD) à son siège à Londres. Elle travaillera sur les questions de sécurité alimentaire dans quatre pays de la région MENA : Égypte, Tunisie, Maroc et Jordanie.

Equipe de la Coupole

Responsable d'édition
Perihan Mansour

Conception éditoriale
Eve Bourguignon

Ont également participé à ce numéro
Mona Amer, Ola El Khawaga, Ragui Assaad,
Hoda Selim, Chahir Zaki, Sally Zohney et
Sherif El Ashmawy

Contact
fesp.lettredinfo@yahoo.fr